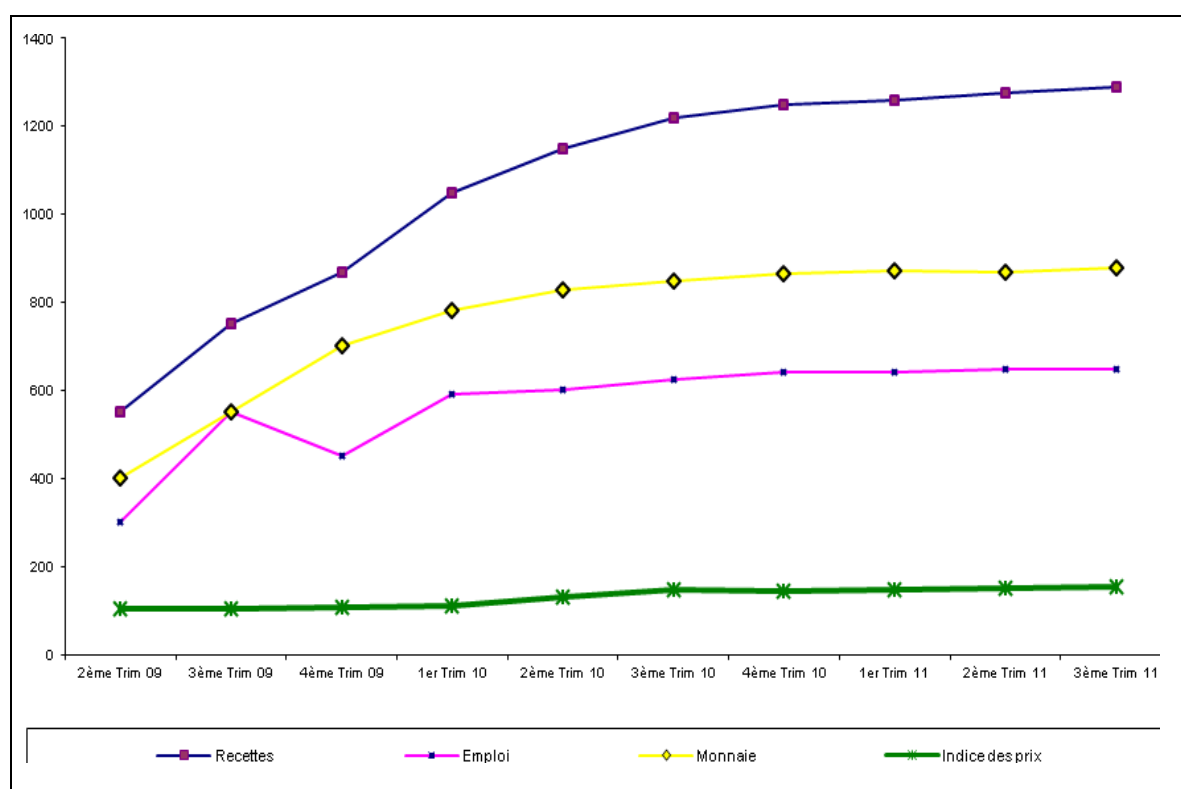


REPUBLIQUE DE DJIBOUTI
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
CHARGE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PLANIFICATION

DIRECTION DE L'ECONOMIE



NOTE DE CONJONCTURE

4ème trimestre 2011

Table des matières

RESUME INTRODUCTIF	4
I. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE	6
1.1. Performances économiques des pays	6
1.2. Evolution sur les marchés financiers et de changes.....	9
1.3. Evolution des cours des matières premières	10
1.4. L'économie de la Sous-région de l'Afrique de l'Est en 2011.....	12
II. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE	14
2.1. Production intérieure des biens et des services	14
2.1.1. Secteur Primaire	14
2.1.2. Secteur Secondaire	14
2.1.3. Secteur tertiaire	18
2.2. Indice des prix	22
III. LES FINANCES PUBLIQUES	25
3.1. Tableau des opérations financières de l'Etat.....	25
3.1.1. Evolution des recettes.....	25
3.1.2. Evolution des dépenses	26
3.1.3. Le solde budgétaire	27
3.2. Le Service de la dette extérieure	28
3.3. Investissements publics	28
IV. LE COMMERCE EXTERIEUR.....	29
V- LA MONNAIE ET LE CREDIT.....	30

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des taux de changes	10
Tableau 2 : Evolution du cours du pétrole.....	10
Tableau 3 : Evolution des cours des matières premières.....	12
Tableau 4 : Evolution des cours des matières premières.....	14
Tableau 5 : Evolution de la production d'énergie	15
Tableau 6 : Situation des demandes de permis de construire.....	16
Tableau 7 : Situation des demandes de permis de construire.....	17
Tableau 8 : Evolution marchandises conteneurisées à l'entrée.....	18
Tableau 9 : Evolution marchandises en vrac à l'entrée.....	19
Tableau 10 : Evolution des importations d'hydrocarbures	19
Tableau 11 : Evolution des exportations de marchandises en vrac.....	19
Tableau 12 : Evolution de l'activité du transport aérien.....	20
Tableau 13 : Evolution de l'activité du transport routier.....	20
Tableau 14 : Evolution des immatriculations de véhicules.....	21
Tableau 15 : Evolution des activités des Télécommunications.....	22
Tableau 16 : Evolution des prix et l'IPC.....	23
Tableau 17 : Situation de la création des entreprises.....	24
Tableau 18 : Evolution des ressources budgétaires	26
Tableau 19 : Evolution des dépenses budgétaires	27
Tableau 20 : Evolution des dépenses budgétaires	28
Tableau 21 : Evolution du Programme d'Investissements publics.....	29

Tableau 22 : La masse monétaire et sa contrepartie.....	31
---	----

LISTE DES TABLEAUX

Graphique 1 :Evolution de la production et de la vente de l'électricité.....	15
Graphique 2: Evolution de la production et de la consommation d'eau.....	16
Graphique 3 : Evolution des permis de construire	17
Graphique 4 : Evolution du solde budgétaire	27

RESUME INTRODUCTIF

Au titre de la conjoncture internationale,

Les perspectives de croissance mondiale se sont assombries et les risques financiers se sont nettement intensifiés au quatrième trimestre 2011, tandis que la crise de la zone euro entraine dans une nouvelle phase dangereuse.

L'activité était restée relativement robuste au troisième trimestre, avec un taux de croissance du PIB mondial annualisé de 3,5%. Dans les économies avancées, la croissance a surpris par sa vigueur, les consommateurs américains ayant, contre toute attente, réduit leur taux d'épargne, et les entreprises maintenu leur solide niveau d'investissement fixe.

Au titre de la conjoncture nationale

La conjoncture nationale au quatrième trimestre de l'année 2011 est restée bien orientée dans l'ensemble avec de bonnes performances et quelques contre-performances sectorielles.

La production de la pêche est en hausse de 67% et 17% en variation trimestrielle et en glissement annuel.

La production d'électricité est en baisse de 30% au quatrième trimestre comparé au troisième de l'année 2011 et en hausse de 8,7% sur une année.

La production d'eau connaît une évolution contrastée.

L'activité des transports aériens reste marquée dans son ensemble par une bonne tenue uniquement du fret, les autres segments ont enregistré des baisses.

Le transport maritime et le transport routier sont bien orientés, avec un accroissement du volume des activités.

Au niveau des télécommunications, on note une bonne dynamique de l'ensemble des services offerts à l'exception de la téléphonie rurale qui est en baisse de 16,6% :

- Abonnement téléphones en hausse de 14,4%
- Abonnement Internet en hausse de 40,5%

Au niveau de l'inflation, on note des poussées inflationnistes avec une variation de l'Indice des prix à la consommation en hausse de 7,6% à fin décembre 2011.

S'agissant des finances publiques, les évolutions sont assez favorables avec une progression des recettes budgétaires de 3,7% et une bonne mobilisation

des dons de 24,4%. Les dépenses budgétaires sont en hausse de 7,7% et 7,2% respectivement en variation mensuelle et annuelle.

Le solde budgétaire s'est fortement dégradé.

I. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Le nuage de poussière soulevé par la tempête qui a secoué l'économie mondiale et les marchés financiers pendant l'été a du mal à retomber au 4^{ème} trimestre 2011. Et si l'ensemble du panorama est désormais bien différent de ce qui était attendu il y a encore quelques mois, toutes les zones n'ont pas été affectées de la même façon. Alors que l'économie américaine a surpris par la bonne tenue de ses indicateurs économiques et que le Japon restait soutenu par la lente reconstruction consécutive au tremblement de terre du mois de mars, l'Europe a vraisemblablement plongé en récession. Quant aux économies émergentes, confrontées elles aussi à un essoufflement de la croissance, elles ont été en mesure d'assouplir leur politique monétaire afin de se redonner un peu d'air.

1.1. Performances économiques des pays

Etats unis

L'activité économique a continué de s'accélérer progressivement au quatrième trimestre 2011, après une croissance faible au premier semestre. Selon l'estimation provisoire du Bureau d'analyse économique (*Bureau of Economic Analysis*), la croissance du PIB en volume s'est établie à 2,8% en termes annualisés au quatrième trimestre 2011, après 1,8% le trimestre précédent. L'expansion observée au quatrième trimestre a principalement résulté des dépenses de consommation et de la variation des stocks du secteur privé, qui ont contribué pour près des 2/3 à la croissance du PIB, tandis que les exportations nettes ont apporté une contribution négative à la croissance.

La progression du revenu réel disponible des ménages s'est redressée, tout en restant inférieure à celle de la consommation réelle.

S'agissant de l'évolution des prix, l'inflation annuelle mesurée par l'IPC a fléchi pour s'établir à 3,0% en décembre 2011, contre 3,4% le mois précédent. Il s'agit de la troisième baisse consécutive après le pic de 3,9% enregistré en septembre, sous l'effet principalement de la détente des prix de l'énergie. Hors produits alimentaires et énergie, l'inflation sous-jacente mesurée par l'IPC est restée inchangée par rapport au mois précédent, s'établissant à 2,2 % en rythme annuel. Les évolutions récentes de l'inflation sous-jacente reflètent en partie une certaine stabilisation de l'augmentation des coûts du logement et du transport.

Japon

Au Japon, après le rebond observé au troisième trimestre soutenue par la mise en œuvre des plans de reconstruction votés en mai, juillet et novembre, l'activité économique a légèrement fléchi au dernier trimestre 2011, principalement sous l'effet d'un ralentissement de la demande mondiale, de l'appréciation du yen et de perturbations de l'offre résultant des inondations

en Thaïlande. Ainsi, après le rattrapage exceptionnel observé au troisième trimestre, la croissance de l'économie japonaise est ressortie au quatrième trimestre à +0,4%.

L'activité industrielle s'est affaiblie dans l'Archipel lors des derniers mois de l'année. La force du yen, au plus haut niveau historique contre le dollar, a encore accru la pression sur les industriels exportateurs, au point de forcer la banque centrale à intervenir sur le marché des changes (avec un résultat limité). La demande intérieure a connu une baisse de 1,3%, par ailleurs, l'emploi a également connu des ratés avec -0,6% dans ce dernier trimestre de l'année 2011.

S'agissant de l'évolution des prix, l'IPC global s'est accentué en rythme annuel en décembre, ressortant à -0,2% après -0,5% le mois précédent. Hors produits alimentaires frais, l'IPC annuel s'est établi à -0,1% en décembre, contre -0,2% en novembre, tandis que hors produits alimentaires et énergie il est demeuré à -1,1%.

Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, l'activité économique est demeurée atone. Au quatrième trimestre 2011, le PIB en volume a diminué de 0,2% en rythme trimestriel, principalement en raison de la faiblesse de la production industrielle et de l'activité dans la construction.

L'inflation a continué de se ralentir, tout en demeurant élevée. La hausse annuelle de l'IPC est revenue à 4,2% en décembre, contre 4,8% en novembre, tandis que hors énergie et produits alimentaires non transformés, elle a fléchi de 0,2 point de pourcentage, ressortant à 3,4%. L'atténuation progressive de certains facteurs temporaires (à savoir les hausses antérieures des prix des matières premières, les augmentations importantes des prix de l'électricité à l'automne 2011 et le relèvement de la TVA intervenu) ainsi que l'existence de capacités de production non utilisées ont contribué à modérer les tensions inflationnistes.

La Zone Euro

Contrairement aux Etats-Unis, la zone euro est très probablement entrée en récession au cours du 4ème trimestre 2011, affectée par la chute de confiance et par le resserrement des conditions de crédit bancaire.

Le taux d'inflation moyen pour 2011 est ressorti à 2,7%, principalement en raison du renchérissement de l'énergie et des autres matières premières.

L'ensemble des indicateurs d'activité s'est sensiblement détérioré, y compris dans les pays du nord de l'Union monétaire et en particulier en Allemagne.

En **Allemagne** sur les derniers mois de l'année, crise de la dette oblige, les tendances sont moins bonnes comparé au début d'année. Le PIB a reculé de 0,25% sur le dernier trimestre, selon les premières estimations des services.

Malgré une hausse des exportations +7,3% liées à la reprise de l'économie américaine, la consommation des ménages ainsi que les investissements sont en baisse respectivement de 2,3% et de 3,6%. L'économie allemande devrait fortement ralentir en 2012, voire reculer en début d'année, en raison de la crise de confiance qui mine la zone euro et qui devrait l'atteindre.

Le produit intérieur brut de la **France** a reculé de 0,3% au quatrième trimestre 2011. Si la consommation des ménages a progressé de 0,1% entre octobre et décembre, elle reste insuffisante pour soutenir une croissance positive. Cette croissance n'est pas plus en mesure de compenser la chute des investissements de 2,9%, ni de ceux des entreprises de 1%. La contribution du commerce extérieur à l'évolution du PIB a été négative, car les exportations ont fortement diminué de 2% alors que les importations n'ont que légèrement reculé de 0,3%.

On continue cependant d'observer de fortes disparités nationales, quand l'Allemagne, la France, l'Autriche et les Pays-Bas signalent des baisses modérées, des pays comme l'Italie, l'Espagne et la Grèce enregistrent de forts reculs de la production.

La Chine

L'économie chinoise s'est ralenti, mais résiste mieux que prévu aux turbulences mondiales. En effet, le PIB de la Chine a crû de 8,9% au 4^{ème} trimestre 2011 (+9,1% au trimestre précédent), alors que les économistes s'attendaient en moyenne à une croissance ralentie à 8,7%. Fortement dépendante des exportations, l'économie chinoise commence à souffrir des difficultés des économies avancées, notamment de l'Europe, qui constitue son premier débouché extérieur et des mesures nationales restrictives visant à freiner l'investissement dans le secteur immobilier.

Mais néanmoins les éléments qui ont le plus apportés à cette croissance du PIB sont la consommation interne qui a progressé de 5,4 points de pourcentage et l'investissement de 4,6%.

L'inflation a légèrement ralenti au quatrième trimestre 2011, selon le Bureau des statistiques, à 4,6% sur un an, niveau proche de l'objectif annuel de 4,0% fixé par les autorités. Le ralentissement de l'IPC au quatrième trimestre 2011 résulte essentiellement des prix des produits alimentaires mais aussi, dernièrement, des prix des produits non alimentaires.

Le Brésil

L'industrie brésilienne croîtrait de 1,8% seulement au quatrième trimestre 2011, moins que prévu et très en deçà des 10,4% record du premier trimestre 2011, en raison des effets de la crise. Le ralentissement de l'activité industrielle a pour causes la crise internationale et la valorisation de la monnaie brésilienne qui continue à attirer un grand volume d'importations. De plus nous avons des taux d'intérêt élevés (qui ont commencé à céder en

Octobre), un investissement bas et une charge fiscale très lourde sur l'industrie qui ont porté préjudice à l'économie du Brésil en fin d'année 2011.

Les principaux marchés du Brésil vers l'extérieur sont l'Europe et les Etats-Unis, qui sont des économies en difficulté, du moins avec l'Europe au quatrième trimestre 2011. Les industriels ont rappelé que la valeur du real restait l'une des principales difficultés pour le secteur en dépit d'une dépréciation au cours des derniers mois. Sur l'année 2011, le real a chuté de 10,7% face au dollar par rapport à la dernière journée d'échanges de 2010.

1.2. Evolution sur les marchés financiers et de changes

• Marchés financiers

Pendant le dernier trimestre de l'année 2011, des tensions relatives à la dette souveraine se sont propagées dans le système bancaire de la zone euro, car certaines sources de financement se sont taries, et les écarts interbancaires se sont creusés. L'accès des banques au financement à long terme a été fortement réduit, et même les marchés à court terme ont été mis sous pression, les échéances étant réduites de mois ou semaines à quelques jours. Les fonds communs de placement à court terme américains ont réduit considérablement leur crédit aux banques de la zone euro. Cela a poussé bon nombre de ces banques à vendre des actifs en dollar américain. Sur de nombreux marchés, le coût de financement est maintenant supérieur à celui observé pendant la crise de Lehman. Les problèmes de financement commencent à se propager dans l'ensemble de l'économie : les conditions d'accès au crédit bancaire pour les petites et moyennes entreprises et les ménages se durcissent, car les banques ont plus de mal à financer leurs actifs, d'où une augmentation des risques de crédit. Les effets potentiels de ces problèmes de financement sont déjà évidents. Un certain nombre de banques ont annoncé des plans d'allègement important de leur bilan, qui consistent à délester des actifs de la zone euro, des États-Unis et d'autres marchés développés, ainsi que des pays émergents. L'exécution de certains de ces plans pourrait avoir des répercussions sur un large éventail d'activités économiques, du financement des échanges et des projets, en passant par l'arbitrage international.

• Les taux de change

❖ Evolution de l'euro-dollar

Au 31 Décembre 2011, la dépréciation du taux de change effectif nominal de l'euro mesuré par rapport aux devises s'est poursuivie. L'euro s'est déprécié de 3% au cours du mois de Décembre 2011 passant à 1 euro pour 1,359 dollar US contre 1,318 dollar US en glissement annuel.

Même constat pour le taux de change Euro/Yen, avec une dépréciation de 12,5% par rapport à son niveau de Décembre 2010.

Tableau 1 : Evolution des taux de changes

		Euro/dollar US	Euro/Yen Japonais
2007		1,3705	161,25
2008		1,4708	152,45
2009		1,3948	130,34
2010	T1	1,3829	125,48
	T2	1,2708	117,15
	T3	1,291	110,68
	T4	1,3593	112,15
2011	Janvier	1,3359	110,38
	Février	1,3649	112,77
	Mars	1,3999	114,4
	Avril	1,4442	120,42
	Mai	1,4349	116,47
	Juin	1,4388	115,75
	Juillet	1,4264	113,26
	Août	1,4343	110,43
	Septembre	1,377	105,75
	Octobre	1,371	104,572
	Novembre	1,356	104,281
	Décembre	1,318	99,647

Source : Banque centrale européenne (BCE) Décembre 2011

1.3. Evolution des cours des matières premières

Le cours du pétrole s'est établi à 107,87 dollars US le baril du Brent contre 91,47 dollars US au mois de Décembre 2010, soit une hausse de 18%. Cela s'explique en partie par les évolutions politiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, notamment la Lybie où les exportations du pétrole ont été quasiment arrêtées au cours de l'année 2011.

Tableau 2 : Evolution du cours du pétrole

Intitulés	2010			2011			Variation en %	
	Oct.	Nov.	Déc.	Oct.	Nov.	Déc.	Déc/Nov11	Déc.11/Déc.10
Brent	82,67	85,29	91,47	109,55	110,61	107,87	-2,5%	18%

Source: www.developpement-durable.gouv.fr

❖ *Les matières premières*

• **Evolution du cours du sucre**

Les prix du sucre enregistrent une baisse de 17,7% en décembre 2011 par rapport à Décembre 2010.

Alors que la canne à sucre est principalement produite dans les zones tropicales et subtropicales, au sein des pays en développement, la betterave sucrière est une plante des régions tempérées, cultivée presque exclusivement dans les pays développés. Les seules exceptions à la règle sont la Chine et les Etats-Unis qui produisent indifféremment les deux types de plantes.

La production mondiale de sucre se répartit actuellement à hauteur de 75% pour la canne à sucre et de 25% pour la betterave.

• **Evolution du cours du maïs**

Les prix mondiaux du maïs ont augmenté de 2% entre Décembre 2011 et Décembre 2010, en raison d'une hausse de la demande liée à ses usages industriels et de la faiblesse des stocks.

• **Evolution du cours du riz**

Le marché du riz est extrêmement concentré sur le continent asiatique. Les prix mondiaux du riz sont autour de 580 dollars US la tonne en Décembre 2011 contre 537 dollars US en Décembre de l'année 2010, soit une hausse de 8,2%.

Quelques pénuries sur les récoltes enregistrées dans des pays exportateurs (la Thaïlande et le Vietnam), combinées au fait que les stocks mondiaux sont à leur niveau le plus haut, ont globalement eu pour effet de stimuler les marchés en cette fin d'année 2011.

• **Evolution du cours du blé**

Le prix d'une tonne de blé a enregistré une baisse de l'ordre de 10,8% par rapport au troisième trimestre et de 11% sur une année.

Tableau 3 : Evolution des cours des matières premières

Années	Mois	Riz US\$/tonne	Maïs US\$/tonne	Sucre US\$/tonne	Blé US\$/tonne
2010	Janvier	598	177	583,6	211
	Février	585	167	559,8	206
	Mars	544	164	411,4	204
	Avril	505	161	362,7	201
	Mai	470	168	335,1	193
	Juin	460	160	350,1	181
	Juillet	473	171	348,9	219
	Août	486,9	198	407,1	280
	Septembre	520	231	496,3	309
	Octobre	533,1	244	542,6	294
	Novembre	543,1	244	580,9	293
	Décembre	537	256	616,8	326
2011	Janvier	259	298	362	288
	Février	263	334	360	305
	Mars	250	328	321	282
	Avril	500,6	318	537	353
	Mai	500,5	309	484	360
	Juin	515,4	311	555,7	334
	Juillet	546,2	299	622,1	306
	Août	577,3	311	611,7	336
	Septembre	615,5	292	587,7	325
	Octobre	602	277	561	302
	Novembre	609,1	273	529,5	293
	Décembre	580,9	261	507,9	290

Source: UNCTAD, *UNCTADstat* Commodity Price Statistics

1.4. L'économie de la Sous-région de l'Afrique de l'Est en 2011

Le Soudan :

L'économie du Soudan s'est légèrement redressée l'année 2011 avec une croissance de 5,0% contre 4,5 % en 2010, mais plus faiblement que prévu. Les perspectives pour 2012 table sur une croissance économique de 5,1% en 2012, grâce notamment à la hausse de la production de pétrole et aux recettes du secteur non-pétrolier. Le secteur non-pétrolier se montre dynamique et devrait renforcer la croissance économique à moyen terme grâce à la revitalisation du secteur de l'agriculture et à l'accroissement des investissements dans les infrastructures, notamment les routes, les réseaux d'électricité et l'activité manufacturière.

Les autorités ont continué à fortement subventionner les carburants et l'électricité. Par conséquent, le déficit budgétaire a atteint 2,1% du PIB en 2011 contre 1,9 % en 2010.

L'inflation est passée de 11 % à 13.8 %.

La Banque centrale du Soudan a augmenté la masse monétaire, à la fois pour accorder du crédit à l'Administration et pour compenser les effets négatifs de la baisse du crédit au secteur privé suite à la crise financière mondiale.

La livre soudanaise (SDD) s'est dépréciée de 16% par rapport au dollar USD en raison de la faiblesse des réserves en devises.

En perspective le Soudan n'espère pas moins de nouer des relations économique très solide avec son nouveau voisin du Sud. Des bonnes relations se traduiront en une assurance d'approvisionnement de pétrole pour son marché (même si l'ouest du pays produit beaucoup de pétrole le Sud du Soudan possède d'énorme réserve en pétrole).

En Ethiopie, il est attend une croissance d'environ 9% en 2011. La croissance sera tirée par le secteur agricole et le secteur industriel orienté vers les produits d'exportation et de substitution aux importations, de même que le secteur des Bâtiments et travaux publics (BTP) pour la réalisation des infrastructures économiques (routes, barrages, logements, etc).

La demande intérieure sera dynamisée par la consommation intérieure. L'inflation est projetée à un niveau de 17,6% en 2011 contre 11,2% enregistré en 2010 expliquée essentiellement par la hausse du coût des transports lié à celle du prix du pétrole et des produits alimentaires importés.

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE

2.1. Production intérieure des biens et des services

2.1.1. Secteur Primaire

Le secteur de la pêche a enregistré une amélioration importante de la production au quatrième trimestre de l'année 2011 de 67% comparé au troisième trimestre de la même année. En volume, la production s'est établie à 508 tonnes de poissons contre 304 tonnes au trimestre précédent.

En glissement annuelle, la production est également en amélioration de 17%, soit 508 tonnes de poissons au 4^{ème} trimestre de l'année 2011 contre 434 pour le même trimestre en 2010.

Si l'on considère les sites de débarquement, on constate une hausse très importante de la production pour la Société Mer Rouge de +46% sur une année et celle de Djibouti-ville de 9% et suivi de celle de Loyada.

Tableau 4 : Evolution des cours des matières premières

	2010	2011			Variation	
	4 ^e trim.	2 Trim.	3e Trim.	4 ^e trim.	4e trim.11/3e trim11	4e trim. 11/4e trim10
Production Totale	434	330	304	508	67%	17%
-Nord	48	37	48	58	20,8%	20,8%
-Sud	387	420	256	450	75,8%	16,3%
Sites débarquement	434	457	304	508	67,1%	17,1%
-Djibouti	330	337	200	360	80,0%	9,1%
-Société Mer rouge	50	69	47	73	55,3%	46,0%
-Obock	36	24	34	42	23,5%	16,7%
-Tadjourah	12	13	14	16	14,3%	33,3%
-Loyada	7	14	9	17	88,9%	142,9%

Source : Direction de la pêche

2.1.2. Secteur Secondaire

2.1.2.1. La production de l'énergie électrique

La production énergétique pour le quatrième trimestre 2011 a nettement diminué en comparaison au trimestre précédent, passant de 125 681 MWH à 87 940 MWH, soit une baisse de 30%. Cette diminution est essentiellement expliquée par la demande en énergie qui baisse à cette période de l'année en raison de la saison fraîche.

En glissement annuel, la production a augmenté pour le dernier trimestre de l'année de près de 9%.

Mais si l'on considère l'ensemble de l'année, on note une baisse de la production d'électricité de 1,3%.

Par ailleurs, l'Électricité de Djibouti a enregistré 1089 nouveaux clients depuis le 4^{ème} trimestre 2010, soit une hausse de 2,6%.

L'augmentation significative du taux de rendement sur le 4^{ème} trimestre 2011 à 98%, soit 42 points de pourcentage par rapport au précédent trimestre, montre une parfaite maîtrise de la gestion de l'énergie produite.

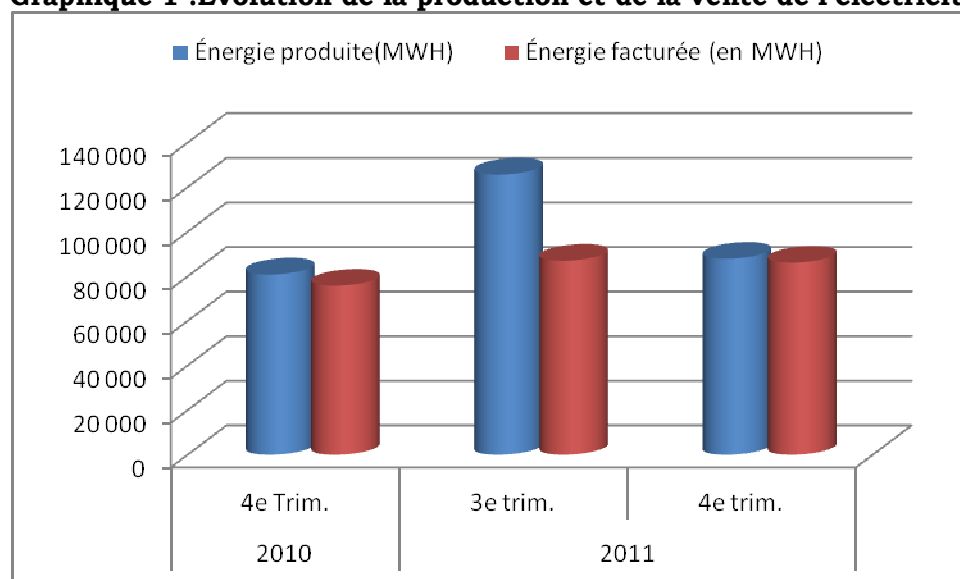
Le prix de vente moyen s'est établi à 60 FDJ en baisse de 4,7% sur un trimestre (60 FDJ contre 63 FDJ) et de 8% en glissement annuel (60 FDJ contre 65 FDJ).

Tableau 5 : Evolution de la production d'énergie

	2010	2011		Variation	
	4e Trim.	3e trim.	4e trim.	4eme tri.11/ 3eme tri.11	4eme tri.11/ 4e tri. 10
Énergie produite(MWH)	80 883	125 681	87 940	-30%	8,72%
Énergie facturée (en MWH)	75 837	87 057	86 189	-1%	13,65%
Taux de rendement commercial (%)	94%	76%	98%	42,03%	4,46%
Prix de vente moyen en FD	65	63	60	-4,76%	-7,69%
Nbre d'abonnés	42 228	42946	43 317	0,86%	2,58%

Source: Electricité De Djibouti

Graphique 1 :Evolution de la production et de la vente de l'électricité



2.1.2.2. Production d'eau

La production de l'ONEAD est en baisse aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel respectivement de 1% et de 3%. Mais à contrario, on note une hausse importante de la consommation de 56,6% qui n'est pas phase avec l'évolution de la production. Le système de relevé et de facturation de l'ONEAD est bimensuel et l'on pourrait dire que les statistiques fournies portent sur deux mois sur trois.

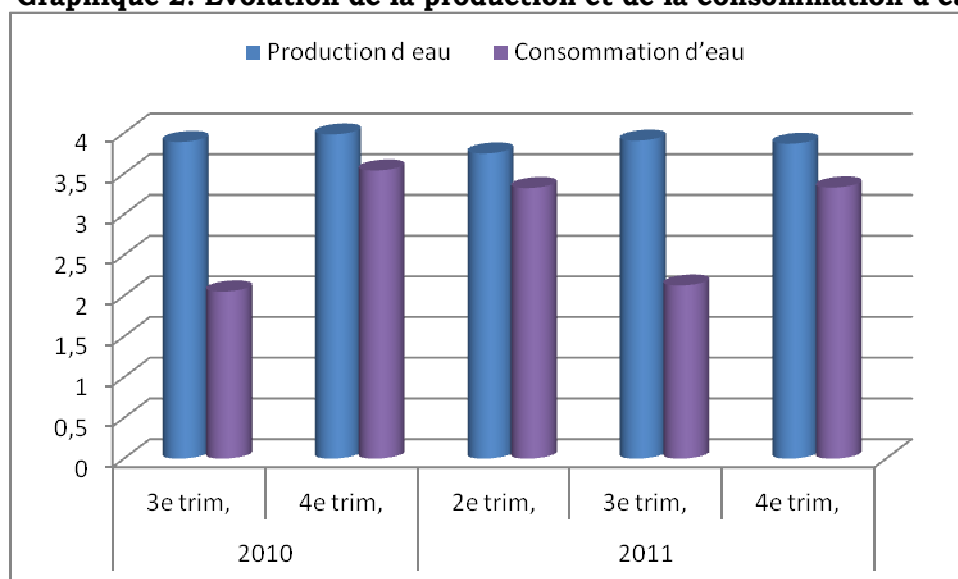
La demande en branchements nouveaux a enregistré 5 328 nouveaux abonnés au réseau, un chiffre en augmentation de 27% par rapport à son niveau du 4^{ème} trimestre de 2010 et une baisse de -5,2% en variation trimestrielle.

Tableau 6 : Situation des demandes de permis de construire

Intitulés	2010		2011			Variation en %	
	3e trim.	4e trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	4e trim.11/3eTrim. 11	4e trim11/ 4e trim. 10
Production d'eau	3,892	3,984	3,75	3,907	3,869	-1,0%	-3%
Djibouti-ville	3,305	3,484	3,213	3,344	3,331	-0,4%	-4%
Districts	0,587	0,5	0,537	0,563	0,537	-4,6%	7%
Consommation d'eau	2,054	3,541	3,326	2,128	3,332	56,6%	-6%
Djibouti-ville	1,807	3,08	2,87	1,894	2,885	52,3%	-6%
Districts	0,247	0,461	0,456	0,234	0,447	91,0%	-3%
Perte sur le réseau	28%	31%	30%	30%	31%	3,3%	0%
Nombre d'abonnés	19 574	19 827	25 550	26 523	25155	-5,2%	27%

Source : ONEAD

Graphique 2: Evolution de la production et de la consommation d'eau



2.1.2.3. Construction (BTP)

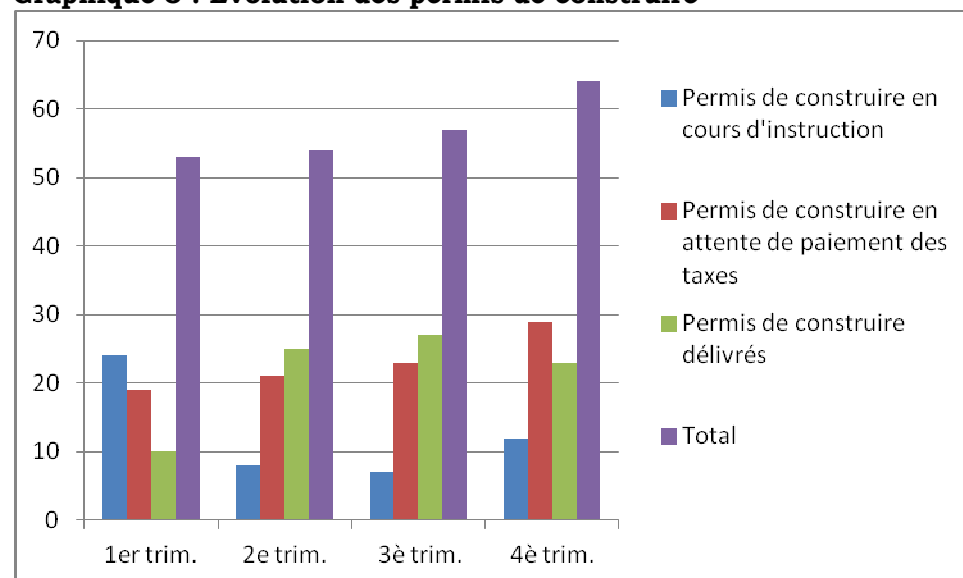
Le secteur des Bâtiments et travaux publics (BTP) connaît une bonne tenue au regard de l'évolution des demandes des permis de construire. De 53 demandes de permis de construire au premier trimestre de l'année 2011, le nombre a progressé pour s'établir à 64 au dernier trimestre. Cette situation est en rapport avec la reprise observée dans les mises en chantier et les nouveaux contrats.

Tableau 7 : Situation des demandes de permis de construire

	2011				Variation
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	var 4 ^e 11/3 ^e 11
Permis de construire en cours d'instruction	24	8	7	12	71,4%
Permis de construire en attente de paiement des taxes	19	21	23	29	26,1%
Permis de construire délivrés	10	25	27	23	-14,8%
Total	53	54	57	64	12,3%

Source : Direction de l'habitat et de l'urbanisme

Graphique 3 : Evolution des permis de construire



2.1.3. Secteur tertiaire

2.1.3.1. Transport Maritime

L'activité du port est restée bien orientée et a enregistré des hausses à l'entrée des marchandises acheminées en conteneurs au quatrième trimestre et sur une année grâce à l'activité de transbordement et à une reprise de la demande de l'Ethiopie.

A l'Entrée

Le nombre de conteneur à l'entrée enregistré par le port de Doraleh pour le 4^{ème} trimestre 2011 s'est élevé à un total de 155 979 conteneurs, et accuse ainsi un recul de 18,3% par rapport au trimestre précédent qui enregistrerait un résultat de 190 806 conteneurs. Cette baisse s'explique par la diminution du trafic de transbordement sur le quatrième trimestre 2011 avec un volume de 106 779 conteneurs contre 146 646 conteneurs pour le trimestre précédent, soit de -27,2%.

En glissement annuel, l'activité du port est en hausse de 126%, avec un volume de 155 979 conteneurs traités contre de 69 028 conteneurs au même trimestre de l'année 2010.

Tableau 8 : Evolution marchandises conteneurisées à l'entrée

Intitulés	2010	2011		Variation en % 2011/2010	
	4 ^è trim.	3 ^è trim.	4 ^è trim.	4 ^è trim.11/ 3 ^è trim.11	4 ^è trim.11/4 ^è trim.10
Djibouti	7106	6 624	6743	1,8%	-5,1%
Ethiopie	28 424	37 536	42457	13,1%	49,4%
Transbordement	33 498	146 646	106779	-27,2%	218,8%
Total	69 028	190 806	155 979	-18,3%	126,0%

Source DCT

Au cours du quatrième trimestre, les marchandises transportées en vrac ont connu une légère hausse trimestrielle de 1,3%, et une amélioration notable de 51,1% en glissement annuel.

Cette hausse est essentiellement liée à la progression du volume des marchandises aussi bien éthiopiennes que djiboutiennes importées en vrac avec respectivement des taux d'accroissement de 69,5% et de 21,2% sur une année.

Tableau 9 : Evolution marchandises en vrac à l'entrée

Intitulés	2010	2011		Variation en % 2011/2010	
	4è trim.	3è trim.	4è trim.	4trim.11/ 3trim. 11	4trim. 11/4trim10
Vrac(en T)	459 349	685 340	694 238	1,3%	51,1%
Djibouti	174 465	207 413	211 374	2%	21,2%
Ethiopie	284 884	477 927	482 864	1%	69,5%
Somalie	0	0	0	0%	0%
Transbordement	0	0	0	0%	0%

Source : PAID, DCT unité en tonne

Les importations d'hydrocarbures enregistrées au port connaissent une légère hausse de 0,3% entre le troisième et le quatrième trimestre de l'année 2011, due à la diminution du volume destiné à Djibouti de 7,5%. En glissement annuel, c'est l'inverse qui est constaté avec une baisse des importations des hydrocarbures pour l'Ethiopie de 0,9%.

Tableau 10 : Evolution des importations d'hydrocarbures

Intitulés	2010	2011		Variation en % 2011/2010	
	4 ^{ème} trim.	3è trim.	4 ^{ème} trim.	4trim.11/ 3trim. 11	4trim. 11/4trim10
hydrocarbure	960 757	959 592	962 724	0,3%	0,2%
Djibouti	44 598	59 355	54 882	-7,5%	23%
Ethiopie	916 159	900 237	907 842	0,8%	-0,9%

Source : PAID, DCT unité en tonne

A la sortie

A la sortie du port, le volume des marchandises expédiées en vrac a connu une hausse de 3,1% au 4^{ème} trimestre 2011 comparé au même trimestre de l'année 2010, portée par la progression des mouvements des marchandises éthiopiennes de 1,7% et djiboutienne de 2,6%.

Tableau 11 : Evolution des exportations de marchandises en vrac

Intitulés	2010	2011		Variation en % 2011/2010	
	4è trim.	3è trim.	4è trim.	4trim.11/ 3trim. 11	4trim. 11/ 4trim10
Djibouti	109	568	583	1,02%	2,6%
Ethiopie	18 121	17 089	18 444	8%	1,7%
Somalie	73	0	0	0%	0%
Transbordement	151	0	0	0%	0%
Total	18 454	17 657	19 027	7,7%	3,1%

Source : PAID, DCT unité en tonne

2.1.3.2. Transport aérien

Au quatrième trimestre de l'année 2011 comparé au trimestre précédent, l'activité aérienne a été positive dans ses trois segments : mouvements d'avions (+0,6%), nombre de passagers transportés (+3,2%) et fret (+2,1%).

En glissement annuelle la situation est moins performante, seul le volume du fret a augmenté de 42,2%, les autres activités ayant au contraire baissé pour le nombre de passagers et les mouvements d'avions respectivement de 21,4% et de 4,5%.

Tableau 12 : Evolution de l'activité du transport aérien

Intitulés	2010	2011		Variation en % 2011/2010	
		3è trim.	4è trim.	4trim.11/3trim. 11	4trim. 11/ 4trim10
Mouvements d'avions (nombre)	1 976	1 875	1 887	0,6%	-4,5%
Passagers (nombre)	76 808	58 458	60 347	3,2%	-21,4%
Fret (en Tonnes)	1 557	2 168	2 214	2,1%	42,2%

Source : Aéroport International de Djibouti

2.1.3.3. Transport routier

Le transport routier au quatrième trimestre 2011 est hausse de 22%, avec un mouvement de camions qui est passé de 53 996 camions au troisième trimestre à 65 688 camions.

En glissement annuel, la dynamique de croissance liée au transport maritime s'observe également avec une augmentation de 37%. Par ailleurs, on note l'ouverture d'un nouveau bureau de transit à PK 13 qui a enregistré 2 746 mouvements de camions au cours du 4^{ème} trimestre 2011.

Tableau 13 : Evolution de l'activité du transport routier

	2010	2011		Variation en %	
		3è trim.	4è trim.	4è trim.11/ 3è trim. 11	4è trim. 11/ 4è trim.10
Mouvements vers l'Ethiopie :					
BTE (bureau de transit éthiopien)	25 499	30 669	34 738	13,3%	36,2%
PK 51	5 541	5 772	4 588	-20,5%	-17,2%
PK 20	16 816	17 446	23 435	34,3%	39,4%
PK 13	0	0	2 746	0,0%	0,0%
Autres mouvements :					
T.S (Transit Somalilandais)	143	109	181	66,1%	26,6%
Total	47 999	53 996	65 688	21,7%	36,9%

2.1.3.4. Développement de l'offre de transport

On note une croissance importante des immatriculés de véhicules au quatrième trimestre 2011 de 6,8% en comparaison avec ceux du trimestre précédent. Les immatriculations de voitures de particuliers (+4,3%), de camions (+72,9%) et remorques (+6,3%) expliquent cette évolution.

L'analyse de la situation en glissement annuel indique une progression des immatriculations de 13,3%.

Tableau 14 : Evolution des immatriculations de véhicules

	2010		2011		Variations	
	3 ^e trim.	4 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	4 ^e T.11/3 ^e T.11	4 ^e T.11/4 ^e T.10
Camions	106	76	48	83	72,9%	9,2%
Camionnettes	14	15	18	9	-50,0%	-40,0%
Remorques	76	56	64	68	6,3%	21,4%
Bus		3	11			
Fourgonnettes	12	6	2	3	50,0%	-50,0%
Voitures particuliers	459	476	514	536	4,3%	12,6%
Motos	55	23	38	43	13,2%	87,0%
Total	722	655	695	742	6,8%	13,3%

Source : Direction des mines et de la sécurité routière

2.1.3.5. Télécommunications

L'activité du secteur des télécommunications est restée dynamique au quatrième trimestre de l'année 2011 avec une bonne progression de l'ensemble des segments.

En effet, les lignes téléphoniques affichent une progression de 14,4% sur le 4^{ème} trimestre 2011 en comparaison avec le même trimestre de l'année 2010, avec une augmentation de 16,6% pour les téléphonies mobiles GSM et 0,2% pour le téléphone fixe. On note toutefois un recul des services de téléphonie rurale et des téléc centres privés.

Concernant l'internet, le nombre total d'abonnés affiche un taux d'accroissement de 40,5% au quatrième trimestre 2011 comparé au même trimestre de l'année 2010.

L'activité de promotion et de marketing engagée au cours de l'année 2011 a été favorable à la demande des services Internet, notamment pour le haut débit (+23,6%) et la 3G (+22,9%), l'Internet bas débit n'ayant faiblement que de 0,2%.

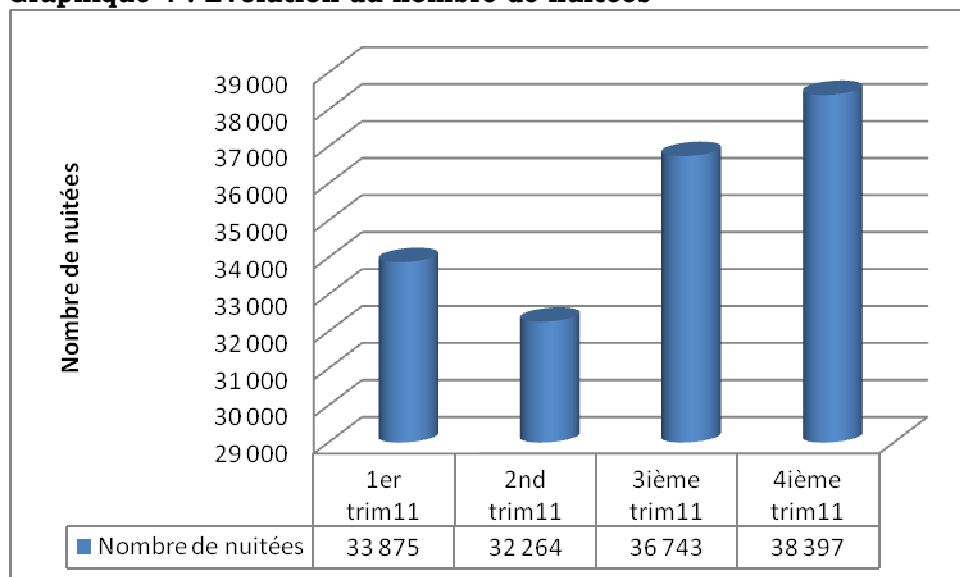
Tableau 15 : Evolution des activités des Télécommunications

	2010		2011		Variations	
	3è trim.10	4è trim.10	3è trim.11	4è trim.11	4è trim.11/ 3è trim.11	4è trim.11/ 4è trim.10
Total lignes téléphoniques	179 712	186 787	230 181	213 731	-7,1%	14,4%
Lignes tél fixes	18 921	18 414	17 569	18 442	5,0%	0,2%
Tél fixe CDMA (rural) et Télécentres	2 730	2 700	2 249	2 249	0,0%	-16,7%
Abonnés GSM	159 061	165 613	210 363	193 040	-8,2%	16,6%
Total d'abonnés Internet	11 205	11 875	15 450	16 680	8,0%	40,5%
Abonnés Internet Bas débit	3 817	3 817	3 821	3 824	0,1%	0,2%
Abonnés Internet haut débit	7 388	8 058	9 275	9 962	7,4%	23,6%
Internet 3G	nd	nd	2 354	2 894	22,9%	22,9%

Source : Djibouti-télécom.

2.1.3.6 Tourisme

Le tourisme est reparti à la hausse après un ralentissement observé entre 2009 et 2010. En effet, le nombre de nuitées est passé de 33 875 au premier trimestre 2011 à 38 397 au quatrième trimestre 2011, un nombre de total de nuitées de 141 279 en 2011.

Graphique 4 : Evolution du nombre de nuitées

2.2. Indice des prix

Pour le dernier trimestre 2011, l'indice des prix à la consommation affiche une hausse du niveau général des prix de +0,8% entre les mois de novembre et décembre 2011. En glissement annuel, l'inflation enregistrée pour le mois de décembre s'évalue à +7,7% indiquant une inflation importante.

Pour cette fin d'année 2011, la hausse des prix s'observe surtout dans les composants suivants : « produits alimentaires (+0,2%), boissons (+1,4%) et tabac (+3,1%) », « logements, eau, électricité, gaz et autres (+1,7%) », et « Autres biens et services (+2,1%) ».

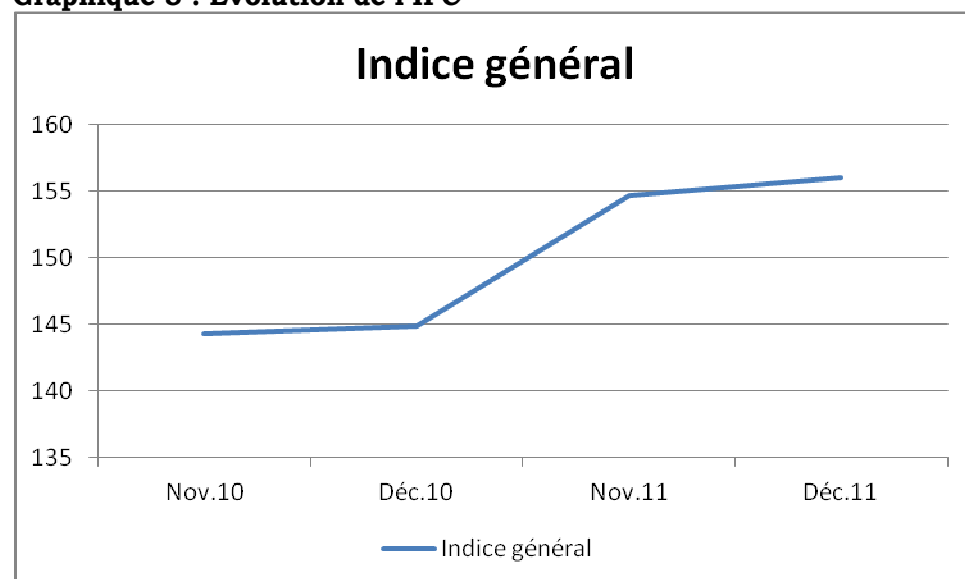
Par contre, des baisses des prix sont enregistrées au niveau des fonctions « ameublements, équipements, ménagers, entretiens » (-0,5%), « santé » (-1,5%) ».

Tableau 16 : Evolution des prix et l'IPC

	Nov.	Déc.	Nov.	Déc.	Dec11/Nov11	Dec11/Dec10
01 Prod alim, bois et tabac	159,2	159,3	175,1	176,5	0,80%	10,80%
011 Alimentaires	173,4	172,8	193,8	194,1	0,15%	12,33%
012 Boissons	100,2	98,7	100,3	101,7	1,40%	3,04%
013 Tabac	127,4	129,4	133,4	137,6	3,15%	6,34%
02 Articles habillement et chaussants	102,6	103,3	108,9	108,9	0,00%	5,42%
03 Logt, eau, élect., gaz et autres	143,6	146	149,5	152	1,67%	4,11%
04 Ameublt., équ. Ménager, entret.	107,4	107,6	110,7	110,1	-0,54%	2,32%
05 Santé	113,4	113,4	117,8	116,1	-1,44%	2,38%
06 Transports	138,3	139,4	142,5	143	0,35%	2,58%
07 Loisirs, Spectacles et culture	95,4	95,4	95,1	95,1	0,00%	-0,31%
08 Enseignement	94	94	94	94	0,00%	0,00%
09 Hôtels, cafés, restaurants	119	119	119	119	0,00%	0,00%
10 Autres biens et services	128,9	129,9	137,9	140,8	2,10%	8,39%
Indice général	144,3	144,9	154,7	156	0,84%	7,66%

Source : DISED

Graphique 5 : Evolution de l'IPC



2.3. Création d'activités

Au quatrième trimestre 2011, la Direction des impôts relève une baisse trimestrielle de 9% concernant la création nette d'activités dans le secteur privé. Cette diminution est consécutive à une baisse du nombre de demande de patentes dans les secteurs privés, notamment les rubriques « Commerçants et prestataires de service ». En glissement annuel, la situation est quasiment la même dans la mesure. On note une baisse de la création d'activités de 6,9% au niveau de l'économie nationale.

Tableau 17 : Situation de la création des entreprises

Secteurs	2010	2011		Variation en % 2010/2009	
	4è trim.	3è trim.	4è trim.	4trim.11/ 3trim. 10	4trim. 11/ 4trim10
Entrepreneurs BTP	47	45	36	-20,0%	-23,4%
Importateurs	6	8	5	-37,5%	-16,7%
Commerçants	53	53	49	-7,5%	-7,5%
Prestataires de Services	25	28	32	14,3%	28,0%
Total	131	134	122	-9,0%	-6,9%

Source : Direction des Impôts, unité nombre

III. LES FINANCES PUBLIQUES

Au quatrième trimestre de l'année 2011, la gestion budgétaire a été caractérisée par une hausse des recettes budgétaires et des dépenses publiques.

En effet, les recettes budgétaires, évaluées à 62,654 milliards de FDJ contre 60,419 milliards de FDJ au même trimestre de l'année 2010, soit une progression de 2,235 milliards de FDJ. Les dons se sont établis à 13,315 milliards de FDJ contre 10,705 milliards de FDJ pour l'année 2010.

S'agissant des dépenses totales, elles ont progressé de 5,520 milliards de FDJ pour s'établir à 77,661 milliards de FDJ à la fin de ce trimestre comparativement à la même période de l'année 2010.

Au total, le déficit du solde global base ordonnancement (dons compris) est estimé à 1,692 milliards FD au 4^{ème} trimestre 2011 contre 1,318 milliards FD un an auparavant.

3.1. Tableau des opérations financières de l'Etat

3.1.1. Evolution des recettes

La hausse des recettes budgétaires de 3,5% en cumul au terme du quatrième trimestre est due l'accroissement des impôts directs et indirects respectivement de 9,4% et de 10,7%.

- **Les impôts directs**

Les impôts directs se sont établis à 20,477 milliards de FDJ au quatrième trimestre 2011, soit une amélioration de 1,675 milliards de FDJ (+10,7%) par rapport à la même période de l'année précédente.

Cette performance s'explique par le niveau de recouvrement de l'impôt sur les sociétés qui a augmenté de 22,4%, soit 1,125 milliards de FDJ de plus que l'année dernière. L'impôt sur les patentes-Licences a également augmenté de 663 millions de FDJ pour s'établir à 2,824 milliards de FDJ. L'impôt sur le revenu est en progression de 2,8%, soit en valeur absolue un montant de 8,3 milliards de FDJ.

- **Les impôts indirects**

Les impôts indirects ont progressé de 10,1% pour s'établir à 21,911 milliards de FDJ au 4^{ème} trimestre 2011 contre 19,828 milliards de FDJ au même trimestre de 2010. Entre les deux derniers trimestres de l'année 2011, la progression est de 18,4%. Cette performance est essentiellement tirée par la TIC-taxes intérieures qui a progressé de 13,2% (+1,998 milliards de FDJ), la

surtaxe sur le Kath qui ressort à 3,22 milliards de FDJ au 4^{ème} trimestre 2011 contre 2,930 milliards de FDJ au 4^{ème} trimestre 2010. Les autres taxes (Enregistrement – vignettes, Timbres) et la Contribution forfaitaire pour modification du régime Fiscal FFDJ se sont contractées respectivement de 314 millions de FDJ et 527 millions de FDJ.

- **Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales au quatrième trimestre 2011 se sont élevées à 13,424 milliards de FDJ contre 14,710 milliards de FDJ à la même période en 2010, soit une baisse de 8,7%. En termes de variation trimestrielle, l'accroissement est de 5,8%.

- **Les dons**

S'agissant des dons, ils sont évalués à 13,315 milliards de FDJ à la fin du quatrième trimestre 2011 contre 10,705 milliards de FDJ à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 2,66 millions de FDJ.

Tableau 18 : Evolution des ressources budgétaires

Intitulés	2010			2011			Variation	
	Oct.	Nov.	Déc.	Oct.	Nov.	Déc.	Déc.11/Nov.11	Déc.11/Déc.10
Recettes et Dons	55 228	62 626	71 124	57 272	64 116	75 969	18,5%	6,8%
Recettes budgétaires	46 740	53 521	60 419	50 789	55 377	62 654	13,1%	3,7%
Impôts directs	14 583	15 627	18 726	15 212	17 302	20 477	18,4%	9,4%
Impôts indirects	15 514	17 149	19 828	17 171	18 883	21 911	16,0%	10,5%
Recettes non fiscales	11 488	13 764	14 710	12 083	12 683	13 424	5,8%	-8,7%
Dons officiels	8 488	9 105	10 705	6 483	8 739	13 315	52,4%	24,4%
- dons projets	7 778	8 311	9 831	5 794	7 981	10 606	32,9%	7,9%

Source : Trésor National, unité en millions de FD

3.1.2. Evolution des dépenses

Concernant les dépenses totales, elles sont évaluées à 77,661 milliards de FDJ au 4^{ème} trimestre 2011, enregistrant ainsi une augmentation de 5,520 milliards de FDJ (+7,7%), comparativement au 4^{ème} trimestre de l'année 2010. Cette progression résulte de l'accroissement des différents postes de dépenses à l'exception des dépenses de matériel et des dépenses d'investissements financés sur ressources intérieures qui sont en baisse respectivement de 1,2% et de 21%.

Pour les dépenses de matériel, elles sont globalement estimées à 16,007milliards de FDJ contre 14,359 milliards de FDJ un an auparavant, soit une hausse de 1,649 milliards de FDJ (+11,5%).

Les dépenses de salaires ont progressé de 7,3% pour ressortir à 24,584 milliards de FDJ au quatrième trimestre 2011 contre 22,613 milliards de FDJ au quatrième trimestre 2010.

Pour l'investissement sur ressources internes, les dépenses ont baissé de 2,114 milliards de FDJ (-21%) pour s'établir à 7,954 milliards de FDJ à la fin du trimestre. Concernant les investissements financés sur ressources externes, ils sont estimés à 16,554 milliards de FDJ contre 13,423 milliards de FDJ un an auparavant, soit une amélioration de 3,131 milliards de FDJ (+23,3%).

Tableau 19 : Evolution des dépenses budgétaires

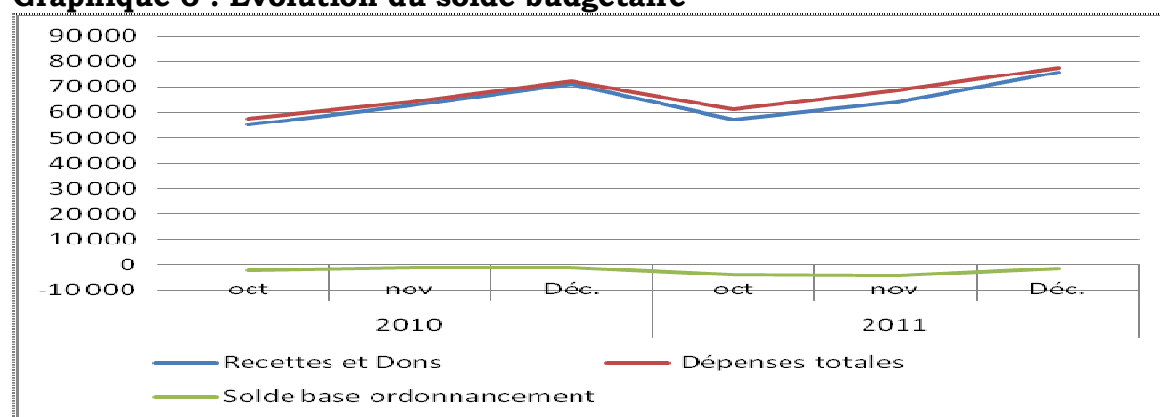
Intitulés	2010			2011			Variation	
	Oct.	Nov.	Déc.	Oct.	Nov.	Déc.	Déc.11/Nov.11	Déc.11/Déc.10
Dépenses totales	57 456	63 944	72 141	61 165	68 535	77 661	13,3%	7,7%
Dépenses courantes	39 707	44 587	48 649	44 810	49 071	53 153	8,3%	9,3%
Salaires	19 580	21 613	22 911	20 508	22 353	24 584	10,0%	7,3%
Intérêts	628	660	745	761	797	946	18,7%	27,0%
Matériels	10 674	12 440	14 359	14 376	15 557	16 007	2,9%	11,5%
Entretien	1100	1120	1 152	598	618	1 138	84,1%	-1,2%
Transferts	6 839	7 960	8 609	7 878	8 988	9 546	6,2%	10,9%
Dép. sociales sur finan ext.	710	794	874	689	758	932	23,0%	6,6%
Investissements	17 749	19 357	23 491	16 355	19 464	24 508	25,9%	4,3%
Budgétaire	6 994	8 026	10 068	5 296	6 127	7 954	29,8%	-21,0%
Extérieur	9 766	11 331	13 423	11 059	13 337	16 554	24,1%	23,3%
Solde base ordonnancement	-2 228	-1 318	-1 017	-3 893	-4 419	-1 692		

Source : Trésor National, unité en millions de FD

3.1.3. Le solde budgétaire

Le déficit global base ordonnancement (y compris dons) a été de 1,692 milliards de FDJ contre 1,017 milliards de FDJ au quatrième trimestre de l'année 2010.

Graphique 6 : Evolution du solde budgétaire



3.2. Le Service de la dette extérieure

Pour la fin décembre 2011, les montants mandatés au titre du service de la dette totalisent 3 006 millions FD (dont 2 129 millions en principal et 877 millions FD en intérêts). Sur la période novembre à décembre 2011, la dette a progressé de 25,4%.

Les paiements exécutés s'élèvent à 2 967 millions FD, en hausse de plus de 38% par rapport à novembre 2011, et de plus de 77% sur une année.

Le stock des arriérés quant à lui enregistre une diminution importante de 95% sur une année et de 84% sur un mois avec 39 millions d'arriérés en intérêts simplement.

Tableau 20 : Evolution du service de la dette ((échéances courantes)

	Nov. 2010	Déc. 2010	Nov. 2011	Déc. 2011	Déc.11/Nov.11	Déc.11/Déc.10
Service de la dette mandaté	1 447	1 755	2 397	3 006	25,4%	71,3%
Principal	887	1 112	1 669	2 129	27,6%	91,5%
Intérêts	560	643	728	877	20,5%	36,4%
Paiements	1 445	1 670	2 141	2 967	38,6%	77,7%
Principal	887	1 042	1 535	2 129	38,7%	104,3%
Intérêts	558	643	606	838	38,3%	30,3%
Stock d'arriérés extérieurs	792	875	256	39	-84,8%	-95,5%
Principal	681	745	133	0	-100,0%	-100,0%
Intérêts	111	130	123	39	-68,3%	-70,0%

3.3. Investissements publics

Les dépenses engagées au titre des projets d'investissements publics pour le quatrième trimestre 2011 affichent une hausse importante des décaissements de 97,3% comparé au même trimestre de l'année 2010. Le volume du montant du Programme d'investissements publics s'est élevé à 8,916 milliards FDJ contre 4,520 milliards FDJ pour 2010.

Les secteurs qui ont bénéficié le plus de ces investissements sont en premier rang les infrastructures et équipements pour un montant de 2,806 milliards FD, pour un taux de décaissement de 378% par rapport aux décaissements de la même période en 2010 et de 157% sur trois mois. Cette mesure témoigne la volonté des pouvoirs publics à investir massivement dans des secteurs porteurs pour soutenir la croissance économique et le développement.

Les projets à caractères sociaux, notamment les programmes contre la pauvreté, ont absorbé quant à eux une part importante des investissements, soit 2,713 milliards FDJ (en hausse de 3721% par rapport à 2010).

Par contre, les secteurs qui affichent des contreperformances importantes sont le secteur de l'urbanisme, logement et l'assainissement (-68,2% en une année) et celui de l'Éducation (-46,6%).

Tableau 21 : Evolution du Programme d'Investissements publics (en millions de FDJ)

Secteurs	2010		2011		Variation	
	3 ^e trim.10	4 ^e trim.10	3 ^e trim.11	4 ^e trim.11	4 ^e trim.11/3 ^e trim.11	4 ^e trim.11/4 ^e trim.10
Agriculture, élevage et pêche	206	204	108	178	64,8%	-12,7%
Eau, énergie, Environnement	505	1 027	1 509	1 669	10,6%	62,5%
Infrastructures et Equipements	3 945	587	1 090	2 806	157,4%	378,0%
Urbanisme, Logement et Assainissement	314	1 011	503	322	-36,0%	-68,2%
Affaires sociales (pauvreté)	95	71	119	2 713	2179,8%	3721,1%
Education	411	904	1 182	483	-59,1%	-46,6%
Santé	190	683	249	689	176,7%	0,9%
Appui Gestion à l'Economie	14	33	55	56	1,8%	69,7%
TOTAL	5 681	4 520	4 815	8 916	85,2%	97,3%

Source : Direction du Financement extérieur (DFE)

IV. LE COMMERCE EXTERIEUR

Au niveau du commerce extérieur, les échanges commerciaux sont caractérisés par une hausse importante des importations au quatrième trimestre 2011 par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente. Cette hausse trouve sa source dans l'importation des matériaux qui entre dans les travaux de construction (BTP) et des machines et équipements. Le cours du baril du pétrole a également joué sur le renchérissement des coûts d'approvisionnement.

Les importations en valeur au 4^{ème} trimestre 2011 ont enregistré une hausse de 29,7% en glissement annuel, mais comparé aux trois derniers mois de l'année 2011, c'est plutôt une baisse de 22,3% qui est observée.

Parmi les produits les plus importants en terme de poids dans les importations totales dont la valeur a fortement augmenté, on a « Alimentation et boissons » avec 64,8% de progression en glissement annuel, les « Machines divers et Appareils électroniques » 164,5%, les « Métaux et produits de métaux » 160,6%, les « Marchandises diverses » 174,2%, etc.

Les importations d'hydrocarbures ont par contre fléchi de 8,5% sur le dernier trimestre de l'année 2011 comparativement au même trimestre de l'année précédente.

Tableau 22 : Evolution du Programme d'Investissements publics

Produits importés (en millions de FD)	2010		2011			Volume total (kg) au 4ème trim. 2011	Variation en %	
	3è trim.	4è trim.	2è trim.	3è trim.	4è trim.		4 ^{ème} trim.11/3ème trim. 11	4ème trim.11/4ème trim. 10
ALIMENTATION et BOISSONS	4253	3 605	5 593	6 941	5 942	217 095	-14,4	64,8
TABACS BRUTS et MANUFACTURES	55	61	104	92	138	467	50,4	126,6
KATH	895	1 102	1 125	1 117	1 081	5 282	-3,2	-1,9
MINERAUX non COMBUSTIBLES	126	200	734	345	278	91 273	-19,3	39,2
HYDROCARBURES et DERIVES	8928	8 578	9 597	12 626	7 850	235 697	-37,8	-8,5
PRODUITS CHIMIQUES	725	621	1 370	1 188	719	18 478	-39,5	15,7
PLASTIQUES et DERIVES	435	352	481	564	654	9 114	16,1	85,9
PAPIERS, LIVRES, JOURNAUX	210	118	405	254	273	5 660	7,4	131,5
TEXTILES et CHAUSSURES	638	516	628	780	524	8 134	-32,9	1,5
OUVRAGES en PIERRE, CIMENT, CERAMIQUE, VERRE	150	128	173	234	156	8 586	-33,5	21,6
BOIS et OUVRAGES en BOIS (sauf MEUBLES)	197	100	194	196	241	8 436	22,8	141,2
METAUX et PRODUITS des METAUX	209	292	631	735	761	88 245	3,5	160,6
MOBILIER (en BOIS ou AUTRE)	176	128	378	313	135	4 916	-57,0	5,2
MACHINES DIVERSES et APPAREILS ELECTRIQUES	1504	1 477	3 809	4 195	3 907	53 514	-6,9	164,5
VEHICULES et MATERIELS de TRANSPORT	1585	1 388	1 595	1 221	1 367	11 920	11,9	-1,5
AUTRES MARCHANDISES DIVERSES	125	94	186	156	258	6 108	64,8	174,2
TRANSACTIONS SPECIALES	1	0	24	337	42	1 018	-87,7	0,0
TOTAL DES IMPORTATIONS	20 216	18 760	27 027	31 297	24 325	773 942	-22,3	29,7

V- LA MONNAIE ET LE CREDIT

La situation monétaire, arrêtée au 31 Décembre 2011, donne une hausse de la masse monétaire sur un mois (+1,4%) et une diminution de 4,4% sur une période annuelle.

Les avoirs Extérieurs Nets se sont fixés à 127,704 milliards de FD malgré un fléchissement mensuel de 3% et de 10,2% sur une année. Les avoirs extérieurs nets des banques commerciales ont contribué à cette baisse avec une réduction de 5,2% et 12,8% respectivement sur un mois et sur un an. Contrairement à un rythme annuel où il a été constaté une baisse de 3%, les avoirs extérieurs nets des autorités monétaires ont montré une situation à la hausse de 2,8% sur un mois.

Il est notamment observé un accroissement des Crédits Intérieurs tant mensuellement qu'annuellement pour atteindre 80,674 milliards de FD en Décembre 2010. Ce sont les crédits à l'économie qui ont soutenu cette hausse avec des accroissements de 3,1% et 2% respectivement sur un mois et sur un an et plus particulièrement par le secteur privé qui représente plus de 88% des crédits intérieurs. Quand aux créances sur l'Etat, on observe une progression de 7,3% sur un mois et 27,4% sur un an.

Tableau 23 : La masse monétaire et sa contrepartie

Intitulés	2010		2011		Variation en %	
	Nov.	Déc.	Nov.	Déc.	Déc.11/Nov.11	Dec.11/Déc.10
Avoirs extérieurs nets	138 607	142 239	131 708	127 704	-3,0%	-10,2%
Autorités monétaires	38 643	38 147	35 963	36 984	2,8%	-3,0%
Banques commerciales	99 964	104 092	95 740	90 720	-5,2%	-12,8%
Crédits intérieurs	74 999	77 139	77 857	80 674	3,6%	4,6%
Créances sur Etat	6 059	7 978	9 472	10 164	7,3%	27,4%
Crédits à l'économie	68 940	69 161	68 385	70 510	3,1%	2,0%
Autres postes nets	-26 008	-28 621	-25 937	-26 867	3,6%	-6,1%
Masse monétaire	187 598	192 511	181 672	184 130	1,4%	-4,4%
Monnaie Fiduciaire	19 330	20 085	19 443	20 350	4,7%	1,3%
Total Dépôts en FD	90 568	95 830	83 692	85 828	2,6%	-10,4%
Dépôts à vue en FD	72 169	77 172	62 361	68 044	9,1%	-11,8%
Autres dépôts						
Dépôts en devises	77 700	76 596	77 364	77 952	0,8%	1,8%

Source : Banque Centrale de Djibouti, unité en millions de FD

La masse monétaire a enregistré en Décembre 2011 une progression de 1,4% par rapport au mois de Novembre 2011 mais accuse le coup sur une année en affichant -4,4, elle s'élève à 184,130 milliards de FD.

Au 31 Décembre 2011, l'ensemble des dépôts ont diminué en glissement annuel (excepté ceux en devises).

Ce sont les dépôts à vue qui ont participé à cette chute des enregistrements des dépôts avec une baisse annuelle de 11,8%.

La monnaie fiduciaire n'a pas beaucoup varié et elle se situe en Décembre 2010 à 20350 milliards de FD.